

LE TRAVAIL



VÉRITABLE ORGANE DES INTÉRÊTS POPULAIRES.

Donnant en entier le Compte-Rendu des Travaux et des Séances du **CLUB DE LA RÉVOLUTION.**

DIEU ET L'HUMANITÉ.

DRÖITS ET DEVOIRS.

LE TRAVAIL EST LE DÉVELOPPEMENT NORMAL DE LA VIE DES
NATIONS ET DES INDIVIDUS.

LE TRAVAIL C'EST LA MANIFESTATION DE LA VIE.

	PARIS.	DÉPARTEMENT.	ÉTRANGER.
Trois mois.	2 f.	3 f.	5 f.
Six mois.	4	6	10
Un an.	8	12	20

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE!

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

S'adresser franco, aux Bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 56.

BANQUET POPULAIRE DE LA FRATERNISATION.

Rappelons-nous que c'est de l'obstacle apporté par les ministres de Louis-Philippe au Banquet du 22 février qu'est sortie la République. Rappelons-nous que c'est de cet attentat au droit de réunion qu'est résulté l'avènement des hommes qui gouvernent. Il est donc impossible que le pouvoir exécutif né d'une révolution faite au nom d'un droit imprescriptible ose aujourd'hui porter une main téméraire sur ce droit commun à tous les citoyens.

Des bataillons, des compagnies de la garde nationale se sont réunis pour fraterniser à cinq ou six francs par tête.

Est-ce que les ouvriers, les prolétaires, chez qui les pièces de cinq sous n'abondent jamais ne pourraient pas fraterniser aussi?

Aurait-on, par hasard, remplacé le cens électoral par le cens de la fraternisation?

Un verre de vin ne suffit-il pas pour toster à l'émancipation de l'Humanité entière?

Rompre un morceau de pain avec un ami, ne suffit-il pas pour communier et fraterniser avec lui?

Le pain et le vin c'est la communion instituée par le Christ. Le Banquet à 25 cent. sera la manifestation la plus réelle et la plus vraie de la fraternisation chrétienne.

Ce Banquet, du reste, recevra un caractère particulier, moins encore de la présence de ceux qui y seront, que de l'absence de ceux qui n'y seront pas.

Jusqu'ici, dans tous les banquets, a retenti un grand nom, un nom qui remplit bien des discours et bien peu de cœurs : celui du *Peuple*.

Mais, en même temps qu'on donne la vie politique à tant de citoyens qui en étaient privés, il semble qu'on veut leur fermer le seuil de ces réunions faites sous leur invocation.

Comme s'il était possible de faire quelque chose de grand sans se tremper dans cette force qui est la vie sociale elle-même et qu'on appelle le *Peuple*!

Le *Peuple*! Qu'est-ce qui s'est fait sans lui aux grandes époques de l'histoire?

C'est lui qui, se mettant au service d'un grand génie, porta l'éclat de notre pays à son apogée, et qui, fécondant les sillons étrangers de son sang et des principes de notre Révolution, apprit aux nations lointaines à rêver de nouvelles destinées. C'est des flancs ouverts et sanglants du *Peuple* discipliné, que sortit la gloire et la grandeur militaire de la France.

C'est lui qui de nos jours réalise ces magnificences industrielles dont notre siècle est fier.

Ces applications hardies de la science, ces audacieux travaux qui dominent le temps et l'espace, ces merveilles des arts, toute cette splendeur, de qui émane-t-elle? du *Peuple*!

Le luxe qui les entoure, ces tapis orgueilleux, ces tentures superbes, ces porcelaines rayonnantes, ces commodes et splendides habitations,

cette élégance, cette mollesse, cet inappréciable bien-être, qui le crée, qui le construit, qui le tisse, qui le prépare laborieusement?... Le *Peuple*!

Oui, ce sont ses bras infatigables, c'est sa pensée féconde qui leur jette sans cesse, avec une inépuisable profusion, tant de somptuosité, tant de richesses, sans s'être jamais avisé de dire : C'est assez!

Du *Peuple* discipliné est sortie la gloire, du *Peuple* laborieux, sort la richesse, du *Peuple* éclairé sortira le bonheur du monde.

Et c'est dans le sentiment de cette vérité que nous vous appelons, quand il s'agit d'exprimer des vœux au nom de cette France, qui ne se sent nulle part mieux vivre que dans les plus pauvres de ses enfants.

Et pourquoi redouterait-on le concours du *Peuple*? Comment voudrait-on fonder quelque chose sans lui? Le *Peuple*! qui donc est en dehors de lui? Qui donc oserait dire qu'on peut se passer de lui? Qu'ils essayent donc de faire quoi que ce soit, si le *peuple* n'est avec eux?

C'est avec lui et par lui que toute pensée doit se réaliser. C'est toujours lui qui se trouve au fond de toutes les résolutions fécondes de l'Humanité.

D'où viennent donc les terreurs puérides qui ont accueilli ce banquet?

Est-ce les principes qui doivent s'y proclamer?

Ces principes ne sont-ils pas ceux qui de nos jours se trouvent sur toutes les lèvres et doivent vivre au fond de tous les cœurs? Ne sont-ils pas tous une émanation de l'éternelle justice et de l'éternelle vérité?

Quels sont les mots qui retentiront le plus haut au milieu de nous, et dont nous voulons faire des choses?

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Mots sacrés dont vous savez le sens.

La *Liberté* c'est le droit de chacun, s'est son indépendance, c'est son individualité, s'est son originalité, s'est son instinct invincible et personnel par lequel il se sent vivre d'une vie qui n'appartient qu'à lui, et dont il ne veut pas que le développement soit gêné; mot incomplet, mais tout-puissant, qu'on n'effacera pas de la conscience humaine.

L'*Égalité*, complément nécessaire de la *Liberté*, sentiment noble et fier, par lequel chaque homme sent qu'il vaut un autre homme, et qui n'est que cette part de l'héritage commun que Dieu réserve à chacun, ce droit, qu'on apporte en naissant, d'avoir sa place au Banquet de la vie, et d'obtenir le développement légitime et complet de toutes ses facultés.

La *Fraternité*, sans laquelle la *Liberté* ne serait qu'un droit sauvage, l'*Égalité* qu'un nom; sentiment sublime par lequel les hommes s'aiment les uns les autres et se prêtent un mutuel secours, âme de toute association, révélation qui nous apprend que le fort doit user de sa force et de son droit pour secourir le faible, et non pour l'opprimer.

Enfin, la *Solidarité*, mot nouveau et profond. Il n'y a plus de distinction de castes, de race, de

peuples. Tous les hommes sont unis par un lien invincible et mystérieux. Ils se sentent vivre les uns dans les autres. Leur destinée à tous est la même. Ils ne peuvent être heureux ou malheureux les uns sans les autres. Chacun souffre des maux de l'Humanité, et l'Humanité souffre des maux de chacun, si bien que tant qu'il y aura sur la terre un seul malheureux, nous aurons tous à souffrir et à combattre encore.

La *Solidarité*, croyance sublime, qui s'élève à la hauteur d'une religion.

Tels sont les principes dans lesquels nous avons une foi qui gonfle notre poitrine d'impérissables espérances. Nous voyons le moment où, sous leur inspiration, les hommes mettant fin aux tristes luttes qui ont agité le passé, religieusement associés pour l'exploitation du globe, que leur livrent les découvertes de la science et les efforts de l'industrie, jouiront enfin du bonheur cherché au travers de tant de redoutables épreuves.

Sont-ce là des principes de renversement, des pensées de lutte? Sont-ce les pâles inspirations de l'envie? Non! non!

Ce sont les nobles et légitimes espérances de l'Humanité.

Et pour les réaliser, que faut-il?... Combattre?... Non!

Les combats ne peuvent qu'amener le règne de la force et l'oppression du faible.

Nous ne venons pas armer les hommes les uns contre les autres, mais leur apprendre à s'aimer, et les associer.

Plus de combats; agissons sur les cœurs. Il n'y a plus personne à vaincre, il y a des hommes à transformer intellectuellement et moralement.

Portons dans tous les rangs, faisons pénétrer dans toutes les consciences nos paroles de paix, de consolation et d'espérance.

Attendons, dans une active patience, dans une laborieuse tranquillité, l'avènement de nos principes; n'ayons que de pacifiques efforts, et, n'en doutez pas, le jour arrivera, que dis-je? le jour est arrivé.

Combien nos pères avaient-ils attendu l'avènement de la *Liberté*! Que de sacrifices, que de douleurs, que de sang versé sans lasser leur patience! Et ce n'est pas en vain qu'ils avaient espéré.

Et nous, pourquoi douterions-nous, quand tout nous annonce que l'Humanité ne peut être dépouillée de ses glorieuses destinées? quand nous voyons tant d'hommes qui se passionnent pour des principes dont ils ne peuvent entrevoir l'avènement qu'au profit des générations futures.

Il est donc essentiel que ce Banquet, loin d'être ajourné indéfiniment, soit fixé pour une époque prochaine.

Aussi, nous invitons tous les présidents de Clubs, tous les délégués des corporations, tous les capitaines, lieutenants, brigadiers et délégués des ateliers nationaux, à se réunir pour arrêter, de concert, un plan d'organisation; prendre toutes les mesures nécessaires et aviser enfin à ce que ce Banquet ne puisse être détourné de son but : la fraternisation.

Tout cela est indispensable, afin qu'au milieu d'une réunion de frères, ne se glissent pas des ennemis du peuple et du pays intéressés à faire naître des collisions et des troubles qu'ils exploiteraient à leur profit.

Nous invitons les membres du *Club de la Révolution* à bien vouloir nous aider dans l'œuvre que nous avons entreprise : en nous aidant à la propagation du journal LE TRAVAIL, ils aideront à la propagation des idées du *Club de la Révolution*, dont nous nous efforçons d'être la manifestation écrite.

Nous donnerons mardi, la réponse du *Club de la Révolution* à l'adresse de son Président BARBÈS.

Nous donnerons également la nouvelle adresse que notre bien-aimé prisonnier a faite au Peuple Français.

L'abondance des matières et la longueur du compte rendu, ne nous ont pas permis d'insérer ces pièces aujourd'hui.

AUX OUVRIERS TAPISSIERS.

La commission de la corporation des ouvriers tapissiers prient leurs camarades de vouloir bien se réunir le lundi 12 juin, à 5 heures précises du soir, Chaussée des Martyrs 15, Montmartre, pour entendre le rapport de la décision prise par les patrons, relativement à l'organisation du travail, et pour être entretenus d'un projet qui peut assurer l'existence de tous.

Pour les membres de la commission :

Les délégués,

F. Lombard, F. Terry, Théodore Six.

Le secrétaire,

A. Finet.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 9 Juin, SALLE MONTESQUIEU.

Vice-Présidences des Citoyens RAISAN et CHILMANN

La séance est ouverte à 8 heures un quart.

Le citoyen Dambel donne lecture du procès-verbal de la dernière séance; ce procès-verbal est adopté.

Le citoyen Millière donne lecture d'une adresse envoyée au *Club de la Révolution* par le *Club révolutionnaire de la Nouvelle-Orléans*.

Le citoyen Millière propose l'affiliation de ce club, et la réception comme sociétaires, des citoyens Duhamel et Folliot, ancien condamné politiques, porteurs de cette adresse. (Adopté.)

Il est également donné lecture d'une autre adresse envoyée par le *Club de la Sorbonne*, au sujet du général Courtais. Cette question ayant déjà été vidée dans une séance précédente, une copie du procès-verbal de cette séance sera transmise au *Club de la Sorbonne*, en réponse à son adresse.

Le citoyen Colfavru, rédacteur en chef du *Père Duchêne*, est invité à monter à la tribune, pour fournir des explications sur la part qu'il a prise à l'organisation du banquet de la Fraternisation.

LE CIT. COLFAVRU. Je repousse avec énergie toutes les accusations qui ont été portées contre le *Père Duchêne*, je repousse comme calomnieux le bruit d'avoir encaissé une somme quelconque en dehors des souscriptions individuelles pour le banquet; la ligne politique du *Père Duchêne* est essentiellement démocratique, et s'il y a des agitateurs qui se préparent à exploiter la manifestation du banquet, c'est un malheur qu'il faut éviter par tous les moyens. Il y a du reste en dehors du journal que je dirige, un comité qui assume sur sa tête toute la responsabilité de ce banquet. Lorsque, à l'avenir, une accusation pèsera sur un fervent démocrate, je supplie le *Club de*

la Révolution d'imiter l'ancien *Club des Jacobins*, et de mander à la barre les hommes accusés, pour qu'ils aient à fournir des explications sur les faits qu'on leur impute, et pour que l'accusation soit combattue en même temps que produite. (Approuvé.)

Le *Père Duchêne* a paru le lendemain du 13 mai, pour prendre la défense des hommes persécutés, et lorsqu'on a crié: A bas Barbès! les bureaux de notre journal ont manqué d'être saccagés. Quant à Blanqui, si nous l'avons porté sur notre liste, c'est qu'il était accusé, proscrit, et que nous tenions à protester au nom du principe. Du reste, vous le savez nous nous sommes ralliés à la liste populaire dès que nous l'avons connue. Les hommes pour nous, ne sont rien; nous faisons bon marché des hommes; mais c'est au triomphe du principe démocratique que nous consacrons nos efforts. La maison du *Père Duchêne* est comme la maison de Socrate, elle est ouverte à tout le monde, et nous n'avons jamais refusé des explications quand elles nous ont été loyalement demandées.

LE CIT. LANDOLPHE. Citoyens, j'ai entendu avec plaisir la profession de foi morale et politique du rédacteur du *Père Duchêne*; je l'accepte avec d'autant plus de plaisir, que le nom de Blanqui avait été donné par ce journal.

Le citoyen Thomassin interromp violemment l'orateur. (Tumulte considérable.)

Le citoyen Chilmann rappelle le citoyen Thomassin à l'ordre.

LE CIT. LANDOLPHE. Ces scènes de désordre sont déplorables, douloureuses; je regrette que le *Club de la Révolution*, jusqu'à ce jour modèle de l'ordre, se laisse aller à de pareilles scènes à propos d'un nom à juste titre suspect. (Rumeurs.)

Dans les motifs exposés à la dernière séance à l'appui de mon opinion, j'ai cité des faits qui ne sont que trop vrais; mais de ce que j'ai dit que trois millions avaient été versés dans une maison de banque, avec un but coupable, en ai-je tiré des conséquences contre le *Père Duchêne*? non, incontestablement. Je n'ai pas l'honneur de connaître les rédacteurs de ce journal; le procès-verbal a été inexact dans ce qui me concerne; il est à regretter que des mots aient été mal interprétés. En mon âme et conscience, je n'ai pas voulu accuser les rédacteurs du *Père Duchêne*. Il y a mieux le 16 avril, j'ai dit, le *Père Duchêne* a été comme le *Représentant du Peuple*, un de ces rares journaux qui n'ont pas reculé devant la terreur bourgeoise; je le répète donc, il n'y a pas eu calomnie de ma part. Mais cessons ces débats de personnes et de noms propres; la situation s'aggrave d'heure en heure, et maintenant même, une grande fraction de l'assemblée nationale discute si elle ne déposera pas le pouvoir exécutif, parce qu'il est trop révolutionnaire. Quand on a convoqué les représentants pour cette réunion en comité secret, les représentants démocrates ont répondu: Nous, nous demanderions que le pouvoir exécutif fût remplacé, comme n'étant pas assez dans les idées de la Révolution.

Demain, vous le savez, 16 régiments entrent dans Paris. Pourquoi? Paris est-il assiégé? Contre qui tous ces préparatifs de guerre?

En même temps que cette armée entrera dans Paris, un prince doit y entrer aussi. Y a-t-il connivence dans ces faits, je ne le pense pas; mais ouvrons les yeux, citoyens, sur les menées souterraines qui se préparent. Sommes-nous en mesure de repousser la contre-Révolution? S'il y avait de l'ensemble, de la discipline, certainement nous serions en mesure, mais qui peut aujourd'hui maîtriser l'élan populaire, qui est assez puissant pour dominer les masses et indiquer la ligne qui devra ne pas être dépassée. Je conclus en disant que le Banquet, si on y persiste, pourra fort bien amener une catastrophe.

LE CIT. GIRARD. Plus de division, plus de division, ou c'en est fait du parti démocratique.

LE CIT. DEFLOTTE. C'est ce même sentiment qui m'a fait demander la parole. Mais il est de mon devoir de protester contre la qualification de suspect donnée à cette tribune à des citoyens poursuivis et emprisonnés; et je ne comprends pas comment le président a pu rappeler à l'ordre le citoyen Thomassin, dont les sympathies se sont

trouvées blessées par cette expression malencontreuse.

LE CIT. CHILMANN. Il est du devoir du président de rappeler à l'ordre tout membre de l'assemblée qui occasionne du tumulte. Le citoyen Thomassin était dans ce cas.

LE CIT. HERVÉ. Le *Club de la Révolution*, en choisissant pour son président Barbès, la loyauté même, a indiqué parfaitement sa conduite politique. Nous sommes les ennemis de la politique tortueuse; notre drapeau est levé, c'est celui de la loyauté, nous le défendons: notre politique est la politique cartes sur table, nous repoussons le machiavélisme comme une politique indigne d'un gouvernement démocratique.

LE CIT. BAUDIN. Les questions de personnes nous ont éloignés de la question du Banquet; revenons-y. Il serait de la dernière imprudence de ne pas empêcher ce Banquet devant la terreur bourgeoise qui se révèle partout, dans les journaux, à la chambre et sur les places publiques. Mes opinions démocratiques ne peuvent être suspectes, hé bien! je vous en conjure, par amour pour nos frères, éloignons, éloignons ce Banquet qui me fait frissonner par les conséquences qu'il peut entraîner. Un comité, nous dit-on, assume sur sa tête la responsabilité de ce Banquet. En vérité, il est étrange qu'on se constitue, de son autorité privée, comité directeur. Attendez donc que les délégués du parti démocratique vous aient constitué comité avant d'agir dans une question aussi grave. Comme vous, nous aimons les fraternisations populaires, mais nous ne voulons pas mener nos frères à la boucherie: c'est de la hardiesse, c'est de la témérité que d'assurer sur sa tête une telle responsabilité.

LE CIT. LAPORTE. Le Club s'est prononcé contre le Banquet, pourquoi réveiller la discussion à ce sujet? Je demande la clôture. (Adopté.)

La discussion s'ouvre ensuite sur la loi contre les attroupements, elle est considérée par le Club comme une atteinte à la liberté.

Cependant divers membres pensent qu'on doit engager le peuple à éviter les attroupements, et l'un d'eux propose que le Club fasse des affiches spéciales à cet égard.

LE CIT. DEFLOTTE. Le *Club de la Révolution* mettrait des affiches à côté de celles où est inscrite cette loi draconienne; mais ce serait rendre le Club solidaire de cette loi qui périsse sous l'indignation de tous, de cette loi où l'ignorance coudoie la folie, de cette loi qui s'attaque à la liberté de réunion et à la liberté de la presse, de cette loi qui attente à la souveraineté du peuple. La rue est au peuple, nul n'a le droit d'y voir. Depuis quand les serviteurs viennent-ils imposer des conditions aux maîtres? J'en appelle au sentiment révolutionnaire et je dis: les représentants n'ont pas bien mérité de la patrie. (Applaudissements.)

Le citoyen Chilmann proteste contre la qualification de serviteurs donnée aux représentants du peuple.

Après divers autres orateurs qui tous déclarent la loi essentiellement mauvaise, un citoyen demande qu'une protestation soit faite contre cette loi et qu'une pétition soit envoyée à l'assemblée pour demander où le peuple pourra se réunir désormais.

La discussion est continuée à demain.

Le Club procède ensuite à l'admission de nouveaux sociétaires, notamment les cit. GREPPO, BRUYS, BUVIGNIER, FAYOLLE et PELLETIER, représentants du peuple.

La séance est levée à 11 heures.

Le Rédacteur en chef, E.-A. DAMBEL.

On demande des Crieurs.

Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.